

VILLEURBANNE Recherche

Charpennes, Gratte-Ciel ou femmes de ménage : des thèses sur la ville

Les doctorantes et étudiantes en master font partie du pôle recherche du Rize. Elles animent une soirée dédiée à leurs travaux, le 2 juillet, au sein de l'équipement.

« C'est pas un colloque spécialisé sur nos sujets. On veut rendre accessible nos travaux. » Saphia Doumenc, la responsable du pôle recherche du Rize et cinq des six autres chercheuses du site présenteront leurs travaux au grand public, le 2 juillet, au cours d'une soirée dédiée⁽¹⁾.

L'ensemble des sujets d'étude porte sur Villeurbanne, qu'il s'agisse de science politique, de sociologie, d'histoire, d'architecture ou de droit. Les trois doctorantes et les quatre étudiantes en master planchent sur les mobilisations syndicales des femmes de ménage, la place des danses dans l'immigration, les transformations du bâtiment public au XX^e siècle, la place des femmes aux Gratte-Ciel, l'accueil des migrants comme nouvelle compétence des collectivités, l'évolution



Au premier plan, les dessinatrices Valentine de Lussy et Amélie Bridel, au second, le directeur du Rize, Vincent Veschambre et au troisième, Anne-Marie Dolebec, la responsable des expositions, et Saphia Doumenc, la responsable du pôle recherche. Photo Progrès/Jérôme MORIN

des Charpennes entre 1900 et 1939 et l'organisation du travail d'animation en accueil de loisirs. Ce dernier travail de recherche a dû être reporté en raison de la crise du Covid et sera le seul à ne pas être détaillé le 2 juillet.

Vidéos et dessins en live

« On va introduire nos sujets

avec des vidéos puis on s'est donné 10 minutes de temps de parole chacune », précise Saphia Doumenc. La soirée sera ponctuée de dessins, réalisés en live par deux étudiantes de l'école Emile-Cohl, Valentine de Lussy et Amélie Bridel, en stage au Rize pendant un semestre. Leur mission : réaliser « des BD sur deux des thèses, pour les rendre accessibles au

plus grand nombre », précisent-elles.

Des thèses « financées à moitié par la Ville, souligne le directeur, Vincent Veschambre. Le Rize, ouvert en 2008, a toujours fait de la recherche ». Ce centre mémoire et société « ne veut pas se contenter de relayer ce qui a déjà été écrit sur Villeurbanne. Il faut faire progresser la connaissance, aller

chercher dans des recoins pas encore explorés, savourez-les. Il faut donner la parole aux sans voix, rendre visible ceux qui ont fait Villeurbanne, les ouvriers, les immigrés... Ces personnes-là n'ont pas forcément laissé d'écrits. »

Le public pourra questionner les chercheuses, lors de la soirée du 2 juillet. Un public qui pourra aussi profiter à nouveau de l'équipement municipal à compter du 7 juillet. « On rouvre les portes, avec l'obligation de porter le masque. On pourra de nouveau venir choisir des livres à la médiathèque, monter aux archives pour des besoins de recherches et visiter l'exposition » consacrée à l'alimentation, détaille le directeur. « Tous les rendez-vous, cet été, sont maintenus. En juin, on avait dû annuler une bonne moitié des événements. »

Jérôme MORIN

(1) Restitution des travaux le 2 juillet, de 18 h 30 à 20 heures, au Rize. Réservation conseillée (04.37.57.17.17. ou www.lerize.villeurbanne.fr). Blog de recherche du Rize : mes.hypotheses.org

VILLEURBANNE Commerce

Aux Gratte-Ciel, le magasin Karboon va fermer et sera remplacé par le fromager voisin

Karboon comme je veux, à Villeurbanne, fait partie des trois dernières boutiques d'une chaîne de prêt-à-porter. Une autre est située à Lyon, une troisième à Montpellier. Au plus fort de l'activité, on comptait cinq magasins dans la Métropole et un show-room à Paris. Le propriétaire de la société André Amoyal s'était spécialisé, entre autres, dans le prêt-à-porter grande taille. Mais le temps de la retraite est venu pour lui. « J'ai dû attendre quelque peu avant de trouver acquéreur car le cahier des charges défini par la municipalité, propriétaire du local, est précis. Maintenant, j'ai vendu les deux derniers magasins sur le territoire métropolitain et il m'en reste encore un à Montpellier que j'ai aussi mis en vente ».

Sur la vitrine de *Karboon* aux



Tutic, responsable du magasin de prêt à porter grandes tailles, organise la liquidation du stock. Photo Progrès/Alain LEYLAVERGNE

Gratte-ciel s'affichent les promotions de liquidation. « Il y en a pour tous les goûts vestimentaires, toutes les tailles », précise la responsable du magasin, Tutic Sefcgta, qui travaille ici depuis trois ans.

C'est le fromager voisin qui a racheté la boutique. Après les

travaux nécessaires au changement d'activité, le commerce de bouche pourra y accueillir ses clients dans un espace deux fois plus grand que sa boutique actuelle. L'ouverture de la nouvelle fromagerie Gérentes est prévue à l'automne.

VILLEURBANNE

Un enfant de 7 ans renversé par une voiture dans la soirée de vendredi



Photo d'illustration Progrès/Rémy Perrin

Un enfant de 7 ans a été renversé par une voiture, ce vendredi 26 juin, vers 19 h 45, à Villeurbanne, au niveau du 425, cours Emile-Zola.

Selon les constatations de la police, le véhicule était en train de doubler un bus et, par manque de visibilité, a grillé le feu rouge juste après. A ce moment, un père de famille et son enfant de 7 ans traversaient sur le passage piéton. L'enfant, qui avançait son père, a été percuté par la voiture et aurait été projeté à 4 mètres. Par chance, le petit garçon n'est que légèrement blessé. Il souffre de dermabrasions et d'une douleur à la cheville. Il a été transporté à l'hôpital Femme-Mère-Enfant.

Les dépistages d'alcoolémie et de stupéfiants menés sur la conductrice du véhicule se sont révélés négatifs.

VILLEURBANNE Série d'été au Rize (1/5)

Exilés : à Villeurbanne, « il y a tout un volontarisme politique »

Elles sont doctorantes ou étudiantes en master. Sept chercheuses composent actuellement le pôle recherche du Rize, fondé en 2008 au sein du centre mémoire et société de la Ville. Chaque dimanche, elles présenteront dans nos colonnes une partie de leurs travaux. L'illustration est réalisée par une étudiante de l'école Émile-Cohl, en stage au sein de l'équipement.

La doctorante Lison Leneveler étudie depuis 2017 « le droit en contexte », à travers une analyse de la politique de Villeurbanne en termes d'accueil des personnes exilées. Premier volet de notre série d'été consacrée au pôle recherche du Rize.

« Le titre provisoire de la thèse est un peu jargonneux », plaisante Lison Leneveler. Doctorante depuis 2017 au pôle recherche du Rize, elle travaille sur *Les Mutations du droit de l'action publique locale à travers l'accueil des personnes exilées*.

« Les dispositifs sont saturés »

« La question qui guide ma réflexion est : l'échelon local n'est-il pas devenu plus pertinent que l'État pour mettre en œuvre les politiques d'accueil ? Aujourd'hui, le phénomène migratoire est un peu pris comme une fatalité par les pouvoirs publics en place. Les dispositifs sont saturés. On se retrouve avec des personnes de plus en plus précaires. »

Son analyse est fondée sur une observation participante dans la deuxième ville du Rhône. « J'ai été chargée de mission d'Accueillir à Villeurbanne »,

un projet lancé en 2017 par la municipalité et conduit par Cédric Van Styvendael, élu maire depuis. La juriste en droit public a participé à « la réflexion sur comment la Ville [avec ses compétences limitées] est capable d'accueillir, d'expérimenter, ce que j'appelle dans ma thèse "Le droit à l'imagination". J'ai accompagné la mise en place d'un jury citoyen de 26 membres. À la clé, 14 propositions, dont la création de bains douches », qui ont vu le jour en janvier au stade Georges-Lyvet.

« Environ 200 exilés sur le territoire »

À Villeurbanne, « il y a tout un volontarisme politique, notamment avec l'ancien maire Jean-Paul Bret, qui a pris des positions politiques contre Laurent Wauquiez [le président LR de la Région qui avait lancé une pétition contre le plan de répartition des migrants de Calais], en faisant une tribune dans *Le Monde* en 2016. »

À date, « il y a environ 200 exilés sur le territoire de Villeurbanne. C'est très approximatif vu que les gens bougent beaucoup. De plus en plus de personnes dorment dans leur voiture », constate Lison Leneveler, qui se refuse à utiliser le terme de migrants. « Ce mot est désormais connoté pé-



Les acteurs publics sont poussés à l'action, au profit des exilés, par « de plus en plus de personnes qui se mobilisent sur le terrain. Les réponses sont d'abord citoyennes », estime la chercheuse Lison Leneveler. Illustration Progrès/Valentine DE LUSSY, étudiante à l'école Émile-Cohl

rorativement par les différents usages sociaux et politiques stéréotypés. Avec exilé, il y a la dimension d'un départ sous la contrainte. »

La jeune femme assume rédiger une thèse « engagée ». Elle y développe, entre autres, les « bricolages financiers pour

que les services publics locaux de la Ville puissent intervenir avec un rôle prééminent du CCAS (Centre communal d'action sociale). Quant au volet de l'hébergement, principal point de crispation sur le terrain aujourd'hui, il fait office d'un jeu de ping-pong entre les différents acteurs publics. »

« On se retrouve avec des personnes de plus en plus précaires, qui dorment dans leur voiture. »

Lison Leneveler, doctorante au pôle recherche du Rize

« Faire une recherche engagée »

Après un master 2 en droit de l'action publique, Lison Leneveler envisageait de réaliser une « thèse en droit de l'environnement sur le rôle des villes dans le changement climatique. Mais, entre-temps, je suis partie sur un coup de tête à la jungle de Calais. J'ai vécu, entre guillemets, les évacuations et les démantèlements. Ça m'a posé beaucoup de questions, en lien avec mon bagage théorique en droit. J'ai remis à plat mon projet de thèse. Pour travailler cinq ans sur un sujet, il faut une forte détermination. »



Lison Leneveler, doctorante au pôle recherche du Rize. Photo Progrès/Jérôme MORIN

Son doctorat est réalisé au pôle recherche du Rize et à la faculté de droit de l'Université Grenoble Alpes. Elle doit rendre son manuscrit – « 300 ou 400 pages » – l'été prochain. « Le fait de faire une recherche engagée, pour une société plus juste, pose beaucoup de questions en droit. Les travaux empiriques sont aussi peu communs. À la fac, je suis la marginale, parmi mes collègues », sourit-elle. Mais la thèse « est construite sur la base de recherches étayées. Cela me demande beaucoup de rigueur méthodologique ».

« Des affrontements de calendrier »

Des acteurs publics poussés à l'action par « de plus en plus de personnes qui se mobilisent sur le terrain. Les réponses sont d'abord citoyennes. On trouve des gens très politisés, d'autres qui le font par charité chrétienne, des parents qu'on voit de plus en plus intervenir dans des écoles... À Villeurbanne, la mairie a notamment été interpellée sur les ressources en eau et la gestion des déchets au campement de la Feysine [évacué en janvier 2019] ou au travers des squats. Le plus visible était l'Amphi Z [décembre 2017 - septembre 2019], créé à la suite d'une mobilisa-

tion étudiante. La municipalité se retrouve à mettre en place des espaces, souvent informels, d'occupation, de négociations, essaie de sortir des carcans de ses compétences pour trouver des solutions, le plus souvent dans des situations d'urgence sociale. Cela ne se fait pas sans difficultés. Il existe aussi des enjeux militants, électoraux, des affrontements de calendrier. Les acteurs ne sont pas toujours dans les mêmes temporalités. Il fallait saisir ce contexte dans la thèse. »

Jérôme MORIN

VILLEURBANNE Série d'été au Rize (2/5)

Danses d'ailleurs : « L'envie de partager et de transmettre »

Elles sont doctorantes ou étudiantes en master. Sept chercheuses composent actuellement le pôle recherche du Rize, fondé en 2008 au sein du centre mémoire et société de la Ville. Chaque semaine, elles présenteront dans nos colonnes une partie de leurs travaux. L'illustration est réalisée par une étudiante de l'école Émile-Cohl, en stage au sein de l'équipement.

Villeurbanne compte plusieurs dizaines d'associations en lien avec les danses d'ailleurs. C'est l'objet du mémoire de fin d'étude de Raissa Batista Fonseca, une étudiante brésilienne en stage au pôle recherche du Rize.

« Dans mon pays, au Brésil, des gens se faisaient tuer pour pratiquer des danses liées à certaines spiritualités. En France, j'ai fait des ateliers où on ne vous parle pas de ce contexte, du privilège de pouvoir les pratiquer. » Raissa Batista Fonseca, 28 ans, regrette que la danse soit souvent présentée comme une simple offre de loisirs. Cette étudiante en master 2 anthropologie à l'Université Lyon 2 prépare actuellement, au pôle recherche du Rize, son mémoire de fin d'étude, consacré aux danses d'ailleurs à Villeurbanne. « De comment elles nous parlent des pratiques de la société, des questions importantes ».

« Ce n'est pas que de la danse »

« J'ai trouvé une certaine d'associations, entre Lyon et Villeurbanne, qui tournent autour de la musique, de la danse, des projets culturels. Il y a aussi le CCO (Centre culturel œcuménique), l'ENM (École nationale de musique), qui présente une offre de cours de danses assez différenciée par rapport aux autres con-



Pour Raissa Batista Fonseca, « il y a un côté politique dans chaque danse ». Illustration Progrès/Amélie BRIDEL, étudiante à l'école Émile-Cohl

servatoires. Ils ont des danses orientales et du hip-hop qu'on ne trouve pas du tout ailleurs. »

Grâce à ces différents acteurs, l'offre locale est « assez diverse, même si on rencontre plus souvent des danses africaines, orientales et d'Amérique latine »

dans la deuxième ville du Rhône.

À l'origine de cette richesse culturelle, l'histoire des migrations de la ville, avec « une envie de communauté, de partager un peu de symboles, d'être ensemble, de manger ensemble. Ce

n'est pas que la danse. On a envie de transmettre sa culture », livre la chercheuse.

« Habiter à Villeurbanne coûte moins cher qu'habiter à Lyon. Il y a plus de diversité au sein de la population [...] J'ai rencontré une femme de Polynésie qui ne dansait pas là-bas, mais qui, pour faire connaître sa culture à sa fille, a rejoint une association de danse. »

« Il y a un côté politique dans chaque danse »

Pour Raissa Batista Fonseca, « il y a un côté politique dans chaque danse ». Elle a fait un stage au Mucem l'an passé, où l'exposition consacrée à la danse « parlait beaucoup de l'acte de danser, mais pas des enjeux, des notions de migration », déplore-t-elle.

« Il y a aussi beaucoup de Français intéressés par ces danses d'ailleurs, sans avoir de liens avec les pays. Mais certains restent dans la question de loisirs,

« Il y a aussi beaucoup de Français intéressés par ces danses d'ailleurs, sans avoir de liens avec les pays. Mais certains restent dans la question de loisirs, dans un désir d'exotisme et maintiennent un regard colonial fort »

Raissa Batista Fonseca, étudiante en master 2 anthropologie

dans un désir d'exotisme et maintiennent un regard colonial fort, estime-t-elle. Si on s'intéresse à la manière dont on peut interagir ensemble, là on commence à s'en détourner. Il y a une envie des associations de raconter leur histoire, de penser leur langue comme un mode d'apprentissage de la danse... »

« On valorise les spectacles »

La jeune femme a pu faire quelques entretiens et observations participantes à Villeurbanne. « On voit vraiment la difficulté des associations à avoir une salle adaptée à un prix acceptable. Le CCVA (Centre culturel et de la vie associative) joue un rôle important. En France, on valorise les spectacles. Pour avoir des subventions, il faut avoir des projets. Il y a très peu d'espace pour d'autres modalités de danse, qui sont beaucoup plus faites par le biais de la fête. Souvent, ces danses d'ailleurs se font avec de la musique en live. »

Et d'ajouter : « La spectacularisation de la danse, je la vois aussi au Brésil. Avec ce processus, il n'y a pas de pratique en soi de la danse. La musique toute la nuit pose beaucoup de problèmes aujourd'hui. La nécessité de scolariser ces danses, avec des cours, amène la notion de plaisir et éloigne de la question collective... »

Jérôme MORIN

« J'ai commencé à danser vers 15 ans »

« Je viens de Recife, au Brésil. Dans cette région, on fait beaucoup de fêtes dehors, avec de la musique en live. J'ai commencé à danser vers 15 ans », confie Raissa Batista Fonseca. La jeune femme est diplômée en sciences sociales, a suivi des formations en danse contemporaine et s'est spécialisée en danse et éducation. Elle est venue en France une année durant sa licence puis pour réaliser son master, en anthropologie, à l'Université Lyon 2. « Je fais partie d'associations, de musique brésilienne notamment », précise la Lyonnaise, en stage au Rize depuis bientôt six mois.



Raissa Batista Fonseca. Photo Progrès/Jérôme MORIN

VILLEURBANNE Série d'été au Rize (3/5)

Elles sont doctorantes ou étudiantes en master. Sept chercheuses composent actuellement le pôle recherche du Rize, fondé en 2008 au sein du centre mémoire et société de la Ville. Chaque semaine, elles présenteront dans nos colonnes une partie de leurs travaux. Troisième volet de notre série d'été.

Les tullistes, la mémoire ouvrière oubliée des Charpennes

Mathilde Delamare, une étudiante en stage au pôle recherche du Rize, réalise une monographie du quartier des Charpennes, entre 1900 et 1939. Ce dernier « joue un rôle majeur dans l'évolution de Villeurbanne », estime-t-elle, mais peu d'archives ont été conservées.

La revue *La construction lyonnaise* évoque, le 1^{er} juillet 1901, les Charpennes comme « un faubourg [...] évidemment destiné à un grand avenir ». Cette allégation est le point de départ des travaux de Mathilde Delamare, étudiante en master 2 en Histoire contemporaine à l'Université Lyon 2 - Lumière. Elle réalise au pôle recherche du Rize une monographie de ce vaste quartier, situé à l'Est des Brotteaux, entre 1900 et 1939.



Carte postale de la Grande Rue des Charpennes, actuelle rue Gabriel-Péri, au début du XX^e siècle. Document DR/Archives municipales de Villeurbanne

« La spécificité de concentrer des ateliers de tullistes »

« Je concentre essentiellement mon travail autour des treize rues et de la place Wilson qui forment le cœur le plus ancien de cet espace. Un travail de recherche avait déjà été produit sur cette même zone, sur la seconde partie du XIX^e siècle. L'ensemble permettra de percevoir l'évolution du quartier sur une centaine d'années », apprécie la chercheuse, dont le travail s'articule autour de trois axes majeurs : urbanisation et paysage ; industri-

alisation et économie ; population et société.

« Les Charpennes sont l'un des premiers quartiers, avec les Maisons-Neuves, à porter l'essor économique de Villeurbanne qui débute doucement au tournant du XVIII^e siècle pour s'accélérer peu à peu et s'épanouir au début du XX^e siècle, précise-t-elle. L'éventail des secteurs industriels présents à Villeurbanne est alors en pleine diversification – métallurgie, secteur automobile, chimie – mais les Charpennes ont la spécificité de

concentrer des ateliers de tullistes. L'industrie du tulle et de la dentelle correspond le plus souvent à d'immenses entreprises, comme c'est le cas dans le nord de la France, mais ici, sa fabrication se déroule dans de petits ateliers familiaux, situés dans le dédale des rues et petites impasses comme la Rue Descartes surnommée « Rue des Tullistes? »

« Toutefois, ce système de production évolue drastiquement au début du XX^e siècle pour commencer à décliner après la Première

Guerre mondiale et subit de plein fouet les affres de la crise économique des années 1930. »

Avec son travail de recherche, Mathilde Delamare veut « mettre en valeur la mémoire ouvrière [de cette période]. On a peu étudié les Charpennes, contrairement aux Gratte-Ciel. Le quartier joue un rôle majeur dans l'évolution de Villeurbanne. Au cours de mes visites aux archives municipales, je me suis aperçue qu'on avait peu conservé cette mémoire. Il n'y a aucun bon de commande, aucune

photo d'atelier. On trouve des cartes postales des grandes artères, comme la rue des Charpennes, avec les immeubles aux façades les plus ordonnancées, mais pas des petites rues vétustes, avec les ateliers. »

« Un quartier de grande immigration »

L'insalubrité, ce fléau auquel s'attaquent les élus au début du XX^e siècle. « Il y a vraiment un effort des municipalités pour assainir les villes. C'est particulièrement vrai à Villeurbanne, qui, de par son histoire socialiste et communiste, se soucie du bien-être de tous les habitants, y compris celui des ouvriers et des classes les moins bien loties, que l'on peut retrouver dans certaines rues des Charpennes. Dans les comptes rendus du conseil municipal, on s'aperçoit des efforts mis en place pour moderniser la voirie. Il y a beaucoup de rachats pour des élargissements. L'air ne circule pas assez et il y a des cheminées d'usines. »

À l'époque, aux Charpennes, la main-d'œuvre recrutée est souvent issue de l'immigration, « en raison des importantes offres d'emploi. Le quartier attire des tullistes calaisiens, de nombreux Italiens du Piémont, mais également des Suisses, des Espagnols, des Turques, des Syriens ou encore des Tchécoslovaques. C'est un quartier de grande immigration. »

J. M.

« Une nouvelle passion pour l'histoire urbaine »

Mathilde Delamare, 23 ans, s'est dirigée vers l'histoire contemporaine à l'Université Lyon 2 après ses années de classe préparatoire et a orienté son travail sur l'étude des Charpennes dans le cadre de son mémoire de recherche de master 2, qu'elle réalise au pôle recherche du Rize. « Je me suis découvert une nouvelle passion pour l'histoire urbaine et l'étude des sociétés qui y évoluent ». L'étudiante envisage de poursuivre sur une thèse autour de ces champs de recherche.



Mathilde Delamare.
Photo Progrès/Jérôme MORIN

L'HISTOIRE DES CHARPENNÉS

- **III^e siècle** : la date des plus anciennes traces d'occupation des Charpennes. Des vestiges d'une importante villa romaine et d'un grand espace funéraire ont été retrouvés.
- **Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle**, la rive gauche du Rhône est majoritairement dominée par des marécages et petits bois. Son développement est essentiellement agricole et même brièvement viticole aux Charpennes.
- **En 1701**, « Louis XIV décide que la frontière entre le Lyonnais et le Dauphiné se situe à l'est de la Guillotière, favorisant l'installation de multiples auberges et cabarets aux Charpennes », souligne la chercheuse.
- **À la fin du XVIII^e siècle**, Lyon s'étend vers la rive gauche du Rhône. L'avancée vers l'est s'intensifie au XIX^e siècle. La population de Villeurbanne augmente, passant de 3 700 habitants en 1841 à 5 400 en 1851. Un an plus tard, la ville est rattachée au département du Rhône.
- **En 1838**, le quartier des Charpennes, dont l'essor économique est plus important que le reste de la ville, tente d'obtenir son indépendance.
- **En mai 1856**, une crue historique du Rhône noie le quartier. Le bâti en pisé est détruit, ainsi qu'une chapelle. D'importants travaux sont réalisés et des matériaux de construction plus solides utilisés.

VILLEURBANNE [Série d'été au Rize : 4/5]

Femmes de ménage : quand Marseille éclaire Villeurbanne

Elles sont doctorantes ou étudiantes en master. Sept chercheuses composent actuellement le pôle recherche du Rize, fondé en 2008 au sein du centre mémoire et société de la Ville. Régulièrement, elles présentent dans nos colonnes une partie de leurs travaux. L'illustration est réalisée par une étudiante de l'école Émile-Cohl, en stage au sein de l'équipement. Quatrième volet de notre série d'été.

Saphia Doumenc, chercheuse au pôle recherche du Rize, réalise une thèse sur la mobilisation syndicale des femmes de ménage. Elle décrypte pourquoi les luttes sociales dans ce secteur d'activité sont plus nombreuses dans la cité phocéenne que dans le Rhône.

« Souvent, quand on pense à la classe ouvrière, on imagine des hommes blancs, très syndiqués, qui travaillent dans des usines. Ce n'est plus représentatif de la société salariale, de toutes les transformations connues depuis les années 1970 », nuance Saphia Doumenc.

Cette chercheuse au pôle recherche du Rize, inscrite à l'Université Lyon 2, s'intéresse aux travailleuses du nettoyage, pour « donner une autre image des ouvriers, plus nombreux à travailler en dehors que dans les usines, pour parler des femmes et de la migration. »

« Mobilisations improbables »

Sa « thèse de sociologie repose sur une enquête de terrain ». Par l'intermédiaire du syndicat CNT-SO, spécialisé dans la défense des femmes de ménage, elle a « rencontré 41 salariées : 20 à Lyon et Villeurbanne et 21 à Marseille ». Le choix de ces deux zones ne doit rien au hasard. La cité phocéenne a été marquée par de nombreuses grèves de femmes de chambre, con-



« Des femmes de chambre m'ont dit qu'elles étaient priées d'utiliser l'entrée de service. Beaucoup souffrent du manque de visibilité », rapporte la chercheuse Saphia Doumenc.

Illustration Progrès/Amélie BRIDEL, étudiante à l'école Émile-Cohl

trairement au Rhône.

« Généralement, elles travaillent en petites équipes ou de façon isolée. Il est très rare de constater une syndicalisation chez elles. Beaucoup d'auteurs spécialisés parlent de mobilisations improbables. L'idée est de montrer comment elles deviennent possibles », notamment dans les Bouches-du-Rhône.

« Il y a plein de variables qui entrent en ligne en compte. Marseille est une ville plus populaire que Lyon, expose Saphia Doumenc. Les femmes de chambre qui sont syndiquées vivent pour la plupart dans le centre de Marseille. L'une des hypothèses de la thèse, plutôt confirmée, est que l'engagement syndical est renforcé par le partage de lieux de

sociabilité extraprofessionnels, d'une origine conjointe. À Marseille, beaucoup sont cap-verdiennes ou comoriennes. Elles ont en commun une langue, une religion, avec des nuances. Elles scolarisent leurs enfants dans les mêmes écoles. »

« Sous-traitance en cascade »

Dans le Rhône, « à l'inverse, elles vivent tout autour de Lyon, à Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Pierre-Bénite, Saint-Fons, Caluire... Elles ne partagent pas les mêmes réseaux. » Autre explication de la plus faible mobilisation : le syndicat CNT-SO était « un peu affaibli par des enjeux de personnes » à Villeurbanne, le siège régional. « Ça commence à aller mieux », précise Saphia Doumenc.

Selon la chercheuse, les problématiques auxquelles sont confrontées les travailleuses du nettoyage sont les mêmes ici et à Marseille. « Il y a des phénomènes de sous-traitance en casca-

de. Les hôtels, la plupart du temps, font appel à des sociétés spécialisées. Ils ne sont pas liés par un contrat de travail avec les femmes de chambre. Au moindre changement de marché, elles peuvent changer d'employeur. Le nouvel arrivant a l'obligation de leur proposer un contrat mais il peut rogner sur leurs droits. Les victoires des syndicats sont précaires. Le rapport de force est perpétuel. »

« Il y a beaucoup d'abus »

Et Saphia Doumenc d'évoquer « une gestion presque raciste de sociétés de nettoyage. Une salariée noire de peau, ne parlant pas bien français, monte rarement les échelons, pour devenir gouvernante. C'est plutôt un privilège de blanc. Certaines sont aussi dans une forme de précarité juridique. Elles ont des papiers mais pas des titres de séjour pérennes. Souvent, les femmes de ménage ont des CDI à temps partiel, éclatés dans le temps, même si le travail informel existe aussi. Il y a beaucoup d'abus, des salariées pas déclarées à l'Urssaf. » Et elles sont nombreuses à « souffrir du manque de visibilité. Des femmes de chambre m'ont dit qu'elles étaient priées d'utiliser l'entrée de service. »

Le secteur du nettoyage emploie quelque 400 000 salariés en France. C'est davantage que le nombre de professeurs des écoles. « En sociologie, il y a beaucoup plus de travaux sur ces derniers », souligne Saphia Doumenc. Raison de plus pour s'intéresser aux agents d'entretien. « 66 % de la main-d'œuvre sont des femmes, qui occupent 70 % des contrats de moins de 16 heures. Les hommes sont mieux lotis. Souvent, ils sont plus qualifiés. Mais ce n'est pas la panacée non plus. »

Et la chercheuse d'ajouter : « Il est impossible de faire carrière comme femme de chambre. On finit toujours par se blesser, se ruiner la santé. La plupart du temps, ces femmes ont des enfants. Ce n'est parfois plus rentable de travailler, quand il faut payer la nounou. »

Jérôme MORIN

« On a affaire à un système inégalitaire »

Avant de commencer son contrat de thèse au Rize en mars 2017, qui court jusqu'en janvier prochain, Saphia Doumenc a été employée par le syndicat CNT-SO qu'elle étudie et qui défend les femmes de ménage.

« Pendant six mois, j'ai assuré les permanences à mi-temps. J'ai un parcours un peu militant. On a affaire à un système inégalitaire », estime la doctorante de 28 ans.

Auparavant, elle a suivi une formation en sciences politiques, niveau master, avec une spécialité Syndicalisme et relations professionnelles.



Saphia Doumenc.
Photo Progrès/Jérôme MORIN

VILLEURBANNE Série d'été au Rize (5/5)

Aux Gratte-Ciel, le défi de l'adaptation des logements

Elles sont doctorantes ou étudiantes en master. Sept chercheuses composent actuellement le pôle recherche du Rize, fondé en 2008 au sein du centre mémoire et société de la Ville. Régulièrement, elles présentent dans nos colonnes une partie de leurs travaux. Cinquième et dernier volet de notre série d'été.

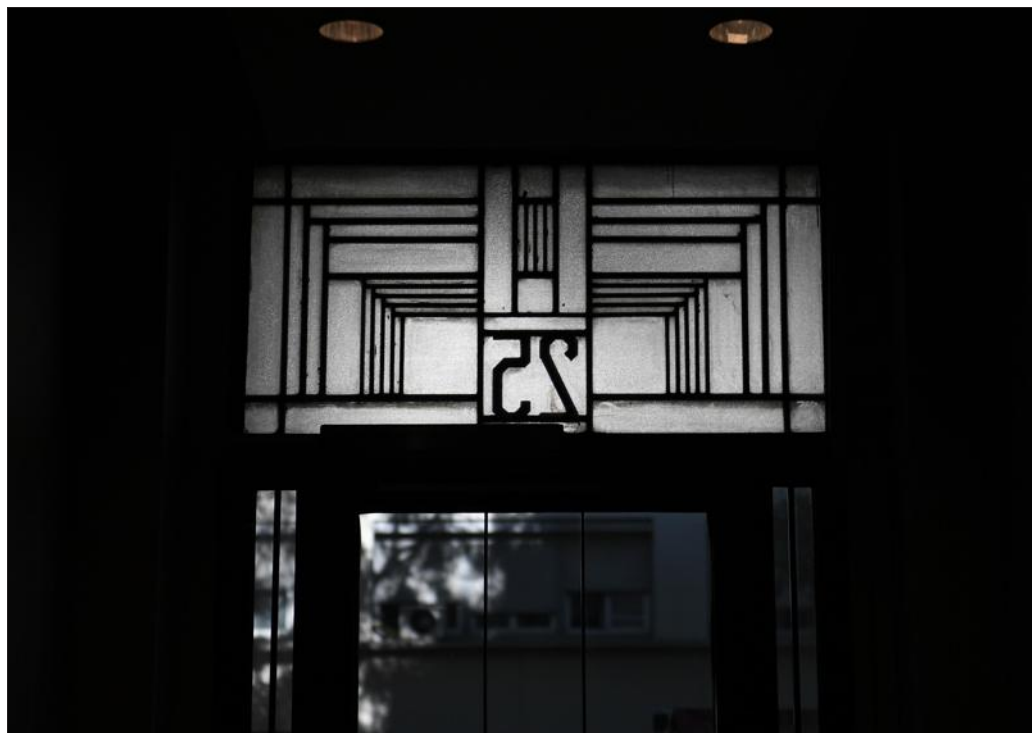
Construit en un temps record au début des années 1930, le quartier le plus célèbre de Villeurbanne, admiré pour son architecture et bâti selon des principes hygiénistes, peine, dans certains logements, à répondre aux nouveaux modes de vie et aux nouvelles normes.

« **A**llez construire un quartier en cinq ans aujourd'hui ! » Laura Heyndrickx, chercheuse au pôle recherche du Rize, est admirative de la sortie de terre des Gratte-Ciel, au début des années 1930. Le quartier le plus fameux de Villeurbanne, avec une forme urbaine en gradins des ensembles, a été bâti « selon des principes hygiénistes en vogue à l'époque. La structure des bâtiments est métallique, avec un remplissage en briques. Ça se construisait très rapidement », souligne l'architecte.

Actuellement en formation continue en master 2 de sociologie, elle interroge, entre autres, dans son mémoire, « la coexistence de deux phénomènes » aux Gratte-Ciel : « un sentiment d'appartenance fort du voisinage : on est Gratte-Cielois avant d'être Villeurbannais » et « des problématiques d'isolement » parmi les résidents. « Les raisons sont sans doute multifactorielles mais l'hypothèse de la recherche est de s'intéresser à la manière dont l'architecture, les espaces dans leur dimension concrète, jouent un rôle ».

Un parc social unique

Les quelque 1 300 logements du quartier - gérés par le bailleur historique, la Société villeurbannaise d'urbanisme - font partie du parc social de la ville depuis les années 1990. « C'est assez unique qu'un parc de logement social soit aussi un cœur de ville et le symbole de la commune. Cela confère un statut particulier à ses habitants qui deviennent les locataires d'un patrimoine célèbre. Avec ses grandes portes en fer forgé, ses cages d'escalier éclairées par des vitraux, ses coursives qui permettent de "trabouler" d'un immeuble à l'autre, le soin



« Le soin apporté au dessin des parties communes par le maître d'œuvre Morice Leroux n'y est pas pour rien dans l'ambiance conviviale qui règne sur certains paliers », estime la chercheuse Laura Heyndrickx. Photo Progrès/Joël PHILIPPON

« Les bâtiments ne peuvent pas évoluer aussi vite que les modes de vie »

En master 2 Égalités à l'Université Lyon-2, Laura Heyndrickx, 33 ans, est accueillie au Rize pendant six mois pour réaliser son mémoire sur les Gratte-Ciel. « En tant qu'architecte, cette recherche me permet de mobiliser les outils de la sociologie pour étudier la manière dont les personnes pour lesquelles l'on construit s'approprient réellement un projet. Il y a souvent un pas de côté entre ce que l'architecte a imaginé et l'expérience vécue des habitants. C'est ce décalage qui est passionnant à étudier, d'autant plus lorsqu'il s'inscrit dans un quartier qui date de près d'un siècle et dont les bâtiments ne peuvent pas évoluer aussi vite que les modes de vie. »



Laura Heyndrickx. Photo Progrès/Jérôme MORIN

apporté au dessin des parties communes par le maître d'œuvre Morice Leroux n'y est pas pour rien dans l'ambiance conviviale qui règne sur certains paliers où l'on peut toujours voir des voisins qui discutent pendant des heures. »

Mais derrière ce décor somptueux se cachent aussi les défis de

« l'adaptation du patrimoine à de nouveaux modes de vie et de nouvelles normes. À l'origine et encore aujourd'hui, une écrasante majorité des appartements sont des T2, et abritent des personnes seules. Depuis plusieurs années, lorsque des logements adjacents se libèrent, on les fusionne de manière à créer des logements plus

grands et peut être ainsi attirer des ménages de plus grande taille. Mais c'est un processus lent et fastidieux qui dépend du départ de locataires », précise la chercheuse.

Et d'ajouter : « La rénovation thermique par l'extérieur des années 1990 a eu pour effet secondaire d'amplifier les problèmes

EN CHIFFRES

- 1 300 : le nombre de logements aux Gratte-Ciel. 78 % des résidents habitent seuls.
- 60 % : la part des femmes qui vivent dans le quartier.
- 72 % : la part de T2 parmi les logements. 7 % sont des T1.
- 38 % : le nombre d'habitants âgés de plus de 60 ans.

d'isolation acoustique entre les logements. On entend les eaux usées, les pas... On est un peu chez les voisins. Certains appartements en fond de redans sont sombres avec des vis-à-vis importants. Ces problématiques architecturales jouent nécessairement un rôle dans l'isolement vécu par certains habitants, car elles engendrent des problèmes de voisinage et nuisent au quotidien des uns et des autres. »

« Des chantiers d'adaptation engagés depuis des années »

Les personnes âgées, nombreuses à vivre dans le quartier, « certaines depuis des décennies », renforcent un autre défi : celui de la mobilité réduite. « Les salles d'eau et les cuisines, qui étaient à la pointe du confort pour les classes modestes dans les années 1930, sont aujourd'hui souvent inadaptées. De même, des innovations techniques exceptionnelles en 1930, comme les ascenseurs, ne permettent plus toujours de desservir les logements selon les normes en vigueur, notamment ceux situés sur les derniers niveaux qui forment le crénelage typique des bâtiments. Ces contraintes héritées peuvent devenir des obstacles pour des locataires qui ont des difficultés à se déplacer et qui par conséquent tendent à se reclure chez elles. Ce sont des chantiers d'adaptation considérables, engagés depuis des années par le bailleur, qui doit résoudre une équation complexe sur un patrimoine bâti qui est, comme toujours, à la fois une ressource et une contrainte. »

J. M.